

ISRAËL - PALESTINE

UNE CARTOGRAPHIE DE LA CLOTURE DE SÉCURITÉ

Recherches et écriture: LEPAC / Jean-Christophe Victor

Réalisation : Frédéric Lernoud

Diffusion sur Arte à 10.03.2004 22:30

Le Dessous des Cartes analyse les mobiles, objectifs et conséquences de la barrière de séparation qui est construite en Cisjordanie.

Entre Israéliens et Palestiniens se construit depuis 2002 une barrière de sécurité.

Mais comment au juste, la nommer ? Une clôture ? Un mur de séparation entre les communautés ? Un mur de l'apartheid ?

Il ne s'agira pas de porter un jugement de valeur sur l'entreprise, sur le chantier mais dessiner précisément avec nos cartes le tracé de cette barrière, et de tenter de comprendre les conséquences.

De quels espaces politiques parle-t-on ?

Les frontières d'Israël en 1948



Israël et ses frontières sont reconnues internationalement en 1948, au moment de la création de l'Etat hébreu.

Ce qui fait frontière entre Israël et la Cisjordanie, c'est ce qu'on appelle la Ligne Verte.

Les territoires palestiniens



Suite à la guerre de 1967, la Cisjordanie, Gaza, et l'Est de Jérusalem, sont occupés par Israël. Ce sont donc ces territoires palestiniens qui vont faire l'objet des accords d'Oslo de 1993.

Gaza



Gaza est une bande de terre qui s'ouvre sur la Méditerranée.

1,2 million de Palestiniens, et 7000 colons juifs vivent dans ce territoire.

Les accords d'Oslo prévoit pour Gaza de passer sous contrôle total palestinien, mais les frontières externes de ce territoire sont contrôlées par l'armée Israélienne.

La Cisjordanie



En Cisjordanie, vivent environ 2 millions de Palestiniens, et 236 000 colons juifs.

Les accords d'Oslo avaient prévu le découpage de ce territoire en trois zones différenciées, afin d'aboutir, après une période intérimaire, à la création d'un État Palestinien. Or, ce découpage n'a jamais fonctionné puisque la situation de guerre perdure.

Les facteurs de l'échec du processus d'Oslo



Plusieurs facteurs ont fait dérailler le processus d'Oslo : la seconde Intifada; la poursuite de la colonisation des territoires alors même que le processus d'Oslo était en cours. L'ancien Premier ministre israélien, Ehud Barak, qui a trop fait traîner le transfert des territoires vers l'Autorité Palestinienne, tandis que Yasser Arafat n'a pas saisi les propositions israéliennes.

De plus, Arafat agit en autocrate sur l'Autorité Palestinienne, et maintient un manque de transparence dans les dépenses de fonds qui viennent majoritairement de l'Union Européenne. Ainsi, le désespoir et les rivalités des Palestiniens ont engendré les premiers attentats suicides du Hamas et du Djihad islamique dans les villes israéliennes.

Arafat a maintenu une attitude trop ambiguë quant à leur condamnation.

A ces attentats succèdent les représailles de l'armée israélienne. Auxquels répondent de nouvelles bombes humaines en Israël.

Le mur de sécurité



La Knesset vote en juin 2002 le budget pour construire une barrière de sécurité entre Israël et la Cisjordanie. La fonction de cette barrière (en jaune sur la carte) est identique à celle qui existe déjà autour de Gaza, c'est à dire empêcher les infiltrations terroristes dans le territoire israélien. La logique israélienne vise à assurer la sécurité à ses citoyens.

La construction du mur

La construction de la barrière est en cours et en février 2004, environ 200 km étaient déjà construits (en rouge sur la carte).

Comment fonctionne la barrière de sécurité ?



La barrière de sécurité a une emprise au sol d'une cinquantaine de mètres de large prise côté palestinien. Elle se compose d'un fossé, suivit d'un chemin de patrouille, d'une barrière thermo sensible au centre, et d'une bande de sable pour que les traces de pas puissent être invisibles. A certains endroits, la barrière prend la forme d'un mur de béton, de près de 8 mètres de haut, visant à empêcher les tirs des snipers...

Incursion de la barrière en Cisjordanie



Au nord de la Cisjordanie, la barrière de sécurité suit « la ligne verte ».

Plus au sud, à partir de la localité de Oum Al Fam, la barrière s'enfonce à l'intérieur de la Cisjordanie, afin de séparer trois colonies juives (points blancs sur la carte) des territoires palestiniens.

Conséquences de la barrière pour les Palestiniens

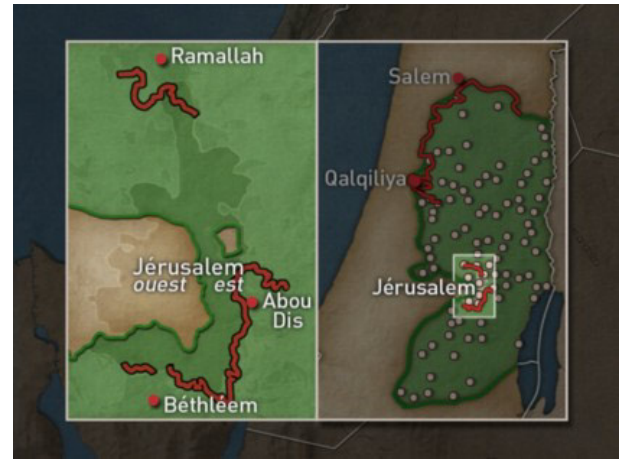
Ce tracé coince donc une dizaine de villages palestiniens - soit 5 200 personnes - entre ce nouveau mur à l'Est et la ligne verte, à l'Ouest. Les villageois ne pouvaient déjà pas franchir la Ligne Verte pour se rendre en Israël, désormais, ils ne peuvent plus aller dans le reste de la Cisjordanie, bloqués dans une sorte de zone de non-droit. La construction du mur sépare parfois les villages palestiniens entre eux, mais également certains villages de leurs puits, ou de leurs oliviers.

Le cas de la ville palestinienne de Qalqiliya



Les contorsions de la barrière de sécurité permettent aux deux colonies de Alfe Menashe et de Zufin de se retrouver du côté israélien. Quant à la ville de Qalqiliya (40 000 habitants), elle se retrouve encerclée par trois remparts de béton construits au nord, à l'ouest et au sud de la ville. Les autorités israéliennes défendent ce tracé en invoquant le rôle de villes palestiniennes telles que Qalqiliya ou Tulkarem comme des lieux de passage de kamikazes. La barrière de sécurité fait désormais passer 22 000 colons du côté israélien, soit environ 15% des colonies, alors que ces colonies ont été construites dans les territoires occupés. Les Palestiniens ont donc tendance à penser que la barrière s'occupe peut-être de sécurité, mais elle est aussi une façon de mettre en oeuvre les projets des nationalistes israéliens.

Le mur autour de Jérusalem



À Jérusalem, trois tronçons du mur ont été construits (en rouge sur la carte), soit 20 km de clôture électrique, de fils barbelés, de routes militaires, séparant Jérusalem de Ramallah (au nord), de Bethléem (au sud) et de Abou Dis (à l'est).

Jérusalem, entre protection et isolement ?



Or si le mur est complété (en jaune sur la carte), il isolera quelque 200 000 palestiniens vivant à Jérusalem-Est de leur arrière-pays, la Cisjordanie. Pour Israël, il s'agit officiellement de protéger le grand Jérusalem des attaques terroristes. En revanche, pour les Palestiniens, un mur de séparation entre Jérusalem et la Cisjordanie rendra quasi impossible une Jérusalem-Est en tant que capitale du futur Etat palestinien.

La deuxième phase du projet



11,6% de la Cisjordanie, comportant près de 80% des colonies juives, passera côté d'Israël.

La barrière devrait s'enfoncer derrière les grosses colonies de Ariel et Emmanuel, placées en territoire Cisjordanien. Cette phase de la construction devrait se faire plus tard, compte tenu de l'opposition des Etats-Unis d'Amérique.

Une fois le tracé réalisé, les analystes estiment que

La première fonction d'un Etat, c'est d'assurer la sécurité à ses concitoyens. D'où la construction de cette barrière, car ceux qui décident d'envoyer des kamikazes sont parvenus à prendre deux populations en otage : les Israéliens bien sûr, mais les Palestiniens eux-mêmes, qui maintenant vont subir les conséquences de cette séparation.

Pour certains, il s'agirait juste d'un arrangement provisoire de sécurité.

Et non pas d'un mur politique ni d'une frontière.

Mais tout de même on peut en douter : quand il s'agira de délimiter la frontière entre Israël et le futur Etat palestinien, le mur de sécurité fera nécessairement un précédent.

Car c'est là un plan unilatéral de séparation entre Israéliens et Palestiniens, et cela tourne le dos au projet d'Oslo.

En tout cas, les deux camps radicaux ont obtenu ce qu'ils cherchaient : ne rien fixer, ne rien figer dans un traité de paix.

En 2001, je me souviens très bien vous avoir dit que les murs étaient dans les têtes. Et bien aujourd'hui, ils sont dans le sol.